DE : Madame Andrée Laforest
Ministre des Affaires municipales
et de l'Habitation

Le 11 mai 2022

Madame Nathalie Roy
Ministre de la Culture
et des Communications

TITRE : Mieux habiter et bâtir notre territoire – Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire – Vision stratégique

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Contexte

Les Québécoises et les Québécois sont attachés aux lieux qu'ils habitent. La façon dont leur territoire est aménagé et dont leur architecture est façonnée a une influence directe sur leur identité, sur leur bien-être, leur santé, leur façon de se déplacer et de consommer. L'architecture et l'aménagement du territoire sont les outils par lesquels nous nous assurons collectivement de façonner des milieux de vie à notre image.

La qualité de nos milieux de vie s'exprime, certes, par la diversité des usages et la configuration des espaces urbains et ruraux, mais aussi par le patrimoine, l'architecture, le design et le paysage. Toutes ces composantes contribuent au bien-être, améliorent la cohésion sociale et la santé, favorisent les saines habitudes de vie, nourrissent les sentiments d'appartenance et de fierté, soutiennent la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques, favorisent la vitalité économique et l'attractivité des milieux, la diversité territoriale et créent de la valeur économique, sociale et culturelle pour les communautés.

En matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU), adoptée en 1979, a marqué une étape importante. Depuis, toutes les entités municipales se sont dotées de documents de planification et de règlements d'urbanisme afin d'encadrer l'occupation du sol. Une véritable culture de l'urbanisme et de solides expertises en la matière se sont développées.

En parallèle, dans le domaine de l'architecture, le Québec déploie depuis des décennies d'importants efforts pour favoriser la qualité architecturale. Il a mis en place des pratiques telles que la valorisation du bois, la mise en place de concours d'architecture ou encore l'attribution de prix ou de mérites. Il s'est également doté, entre autres, de la Vision immobilière du Québec, de la Feuille de route gouvernementale pour la modélisation des données du bâtiment, de la Stratégie d'utilisation du bois dans la construction, du Plan d'action pour le secteur de la construction et de la Stratégie québécoise du développement de l'aluminium.

Malgré ces avancées, plusieurs événements et de nombreux enjeux survenus au cours des dernières années ont mis en lumière l'importance de mener une réflexion globale sur la manière dont le territoire québécois est aménagé et dont l'architecture est encadrée : inondations majeures survenues en 2017 et en 2019, aléas du climat qui se multiplient et dont l'ampleur des conséquences est déjà visible, débats entourant la démolition de bâtiments patrimoniaux ou la dévitalisation d'artères commerciales. À ces enjeux s'ajoute le contexte démographique de vieillissement et de faible croissance de la population que connaîtra le Québec au cours des prochaines décennies.

Une réflexion globale, tant sur la manière dont le territoire du Québec est planifié que sur la façon dont l'architecture est encadrée, devait donc être menée. En plus des enjeux qui militent pour cette réflexion, la société civile demande l'adoption d'une vision gouvernementale renouvelée, forte et cohérente en ces domaines. L'Ordre des architectes du Québec (OAQ) réclame l'adoption d'une politique québécoise de l'architecture depuis 2014. Pour sa part, l'alliance Ariane demande depuis 2018 qu'une politique nationale d'aménagement du territoire soit adoptée.

Le 19 octobre 2021, le premier ministre, M. François Legault, a annoncé lors de son discours inaugural que le gouvernement présenterait une politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire. Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) ont ainsi convenu d'une vision commune pour que leurs objectifs soient complémentaires et intégrés à l'intérieur d'un même document.

2- Raison d'être de l'intervention

Le Québec est reconnu comme un État dont la population jouit de l'une des meilleures qualités de vie au monde. Toutefois, le gouvernement devra faire face à de nombreux défis s'il souhaite maintenir ce statut enviable.

La transition écologique induite par l'urgence climatique exige des choix durables. En effet, comme partout ailleurs, notre territoire sera grandement affecté par les effets des changements climatiques. L'aménagement du territoire et l'architecture durables constituent de puissants leviers pour mettre en œuvre les mesures nécessaires pour les anticiper et s'y adapter.

Le gouvernement a d'ailleurs confirmé l'engagement de réduire de 37,5 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2030 par rapport au niveau de 1990 dans le Plan pour une économie verte¹. Pour ce faire, le gouvernement s'est notamment engagé à revoir son approche relative à l'aménagement du territoire afin que celle-ci contribue davantage à la réduction des émissions de GES. Il s'est aussi engagé à prioriser les énergies renouvelables de même que l'utilisation de matériaux à faible empreinte carbone dans ses projets d'architecture, que ce soit lors de la construction de nouveaux bâtiments ou la rénovation de bâtiments existants.

En architecture, les projets de faible qualité ont des coûts sociaux, économiques, environnementaux et culturels immédiats. Considérant le contexte de la surchauffe du

¹ Plan pour une économie verte | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

secteur de la construction, de l'inflation et des besoins accrus auxquels le gouvernement doit répondre, il s'avère crucial de privilégier la qualité, et ce, au bénéfice des générations futures. Mieux planifier les actifs et prendre en compte l'analyse du cycle de vie du bâtiment et de ses aménagements dans toutes les étapes d'un projet permettent de réaliser des économies en entretien et en maintien d'actifs ainsi qu'un retour sur l'investissement effectif pour tous.

En aménagement du territoire, certains choix d'aménagement entraînent la perte de territoires agricoles et de milieux naturels. Ils entraînent également des investissements massifs en fonds publics pour l'ajout et le maintien à long terme de nouvelles infrastructures (routes, aqueducs, égouts, casernes, bibliothèques, écoles ou hôpitaux) en plus d'avoir des répercussions sur la santé, la qualité de vie et le bien-être des populations.

Les décisions en architecture et en aménagement du territoire ont un impact et des répercussions à long terme sur les collectivités et le cadre bâti. L'adoption d'une vision stratégique constitue une base solide sur laquelle le gouvernement pourra s'appuyer pour favoriser la création de milieux de vie et d'une architecture durables.

3- Objectifs poursuivis

Le document « Mieux habiter et bâtir notre territoire – Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire – Vision stratégique » (Politique) propose des transformations dans les pratiques en architecture, en urbanisme et en aménagement du territoire ainsi qu'une actualisation des manières de faire. Élaborées de concert avec plusieurs ministères et organismes, de même qu'avec les acteurs du milieu, elle dotera le Québec d'une vision stratégique claire, rassembleuse et novatrice. L'État, le milieu municipal de même que les intervenantes et intervenants qui s'investissent dans l'architecture, l'urbanisme et l'aménagement du territoire pourront s'appuyer sur cette vision pour assurer un développement responsable, optimal et sain des espaces.

Une architecture de qualité et un territoire bien aménagé, centrés sur les besoins et le mieux-être de la population, offrent des assises solides à un développement socioéconomique performant et pérenne. Une architecture de qualité, durable et créative ainsi qu'une occupation et une utilisation optimales et responsables des sols, des espaces, des ressources sont des clés pour un Québec plus compétitif.

La poursuite de ces objectifs est une nécessité tant sociale et écologique qu'économique et culturelle.

4- Proposition

Le document comporte une vision pour les territoires et l'architecture de demain :

« En 2042, le territoire du Québec ainsi que son patrimoine architectural sont considérés comme une ressource précieuse et non renouvelable. Ils constituent une partie intégrante de l'identité nationale et un legs pour les générations futures. Le Québec est un leader en matière d'architecture et les Québécoises et les Québécois sont fiers d'habiter des milieux

de vie complets, de qualité, conviviaux et inclusifs, qui répondent de manière efficace et efficiente à leurs besoins. Ces milieux de vie contribuent à la santé, à la sécurité, au bien-être et à l'épanouissement de tous; ils favorisent la mobilité durable, l'économie d'énergie, sont résilients et concourent à la lutte contre les changements climatiques. Ils sont aménagés, construits et valorisés à travers tout le Québec, en milieu urbain comme en milieu rural. »

Quatre axes

La Politique s'articule autour de quatre axes qui permettront collectivement de bâtir des milieux de vie de qualité, sains, durables et distinctifs.

Des milieux de vie de qualité qui répondent aux besoins de la population

La Politique concourra tant à créer des milieux de vie plus conviviaux, où les gens auront envie de vivre avec leur famille, qu'à offrir une architecture au service des citoyennes et citoyens. Que l'on pense à des bâtiments accueillants, au verdissement de nos espaces, à la proximité des commerces et services, à la cohabitation des usages, à l'amélioration de l'accès aux modes de transport collectif et actif ainsi qu'à des logements de qualité, les choix permettront désormais de créer des milieux de vie à échelle humaine, sécuritaires, propices au bien-être et à la santé. Enfin, afin de léguer aux générations futures des milieux de vie distinctifs qui participent au mieux-être des collectivités, la qualité architecturale doit devenir un réflexe, elle doit être intrinsèque à tout projet, de la plus petite à la plus grande échelle.

Un aménagement qui préserve et met en valeur les milieux naturels et le territoire agricole

Les impératifs de croissance et la gestion des projets d'architectures doivent être pensés dans une perspective de protection des milieux naturels et agricoles et de lutte contre les changements climatiques. La Politique doit permettre de consolider les secteurs déjà urbanisés afin de les rendre plus attrayants, accessibles et résilients. Les milieux naturels sont essentiels à la création de communautés résilientes face aux changements climatiques. Puisqu'ils rendent de précieux services écologiques et constituent des lieux propices aux activités récréatives, sportives et éducatives, bénéfiques pour la santé physique et mentale des populations, leur protection est essentielle.

Le territoire agricole doit également être préservé et les productrices et producteurs agricoles encouragés collectivement dans leurs projets visant à dynamiser les activités agricoles, car leur savoir-faire participe à l'autonomie alimentaire du Québec. Finalement, les pratiques de construction, de maintien et de recyclage du cadre bâti doivent en assurer la pérennité et les décisions doivent être prises à la lumière des conséquences des choix architecturaux d'aujourd'hui sur tout leur cycle de vie.

Des communautés dynamiques et authentiques partout au Québec

Les cœurs de quartier, les centres-villes et les noyaux villageois du Québec peuvent constituer des leviers de développement et contribuer à la vitalité des communautés. Il faut donc soutenir les municipalités dans leurs efforts de planification afin d'insuffler davantage de dynamisme dans ces milieux en misant sur leurs caractéristiques distinctives.

Il faut également mettre en valeur les ressources naturelles de nos territoires de même que leurs attraits patrimoniaux, récréotouristiques et culturels pour en faire des leviers de croissance et des catalyseurs de dynamisme.

En outre, le patrimoine culturel et les paysages confèrent aux lieux un caractère unique et distinctif; ils doivent être préservés et mis en valeur à travers la planification, le design urbain et l'architecture.

Un plus grand souci du territoire et de l'architecture dans l'action publique

En tant que constructeur, propriétaire et partenaire dans la réalisation de projets d'envergure, l'État joue un rôle structurant dans la façon dont les milieux de vie sont façonnés, notamment par la qualité des infrastructures. En ce sens, il lui revient de donner l'impulsion nécessaire pour que l'architecture et le territoire québécois soient encadrés et aménagés durablement dans le respect des particularités territoriales, pour que les milieux de vie contribuent au bien-être de celles et ceux qui les habitent et pour que les communautés soient en mesure de faire face aux enjeux et défis qui se posent à elles.

Le gouvernement doit démontrer son leadership et assurer la cohérence de ses interventions. Pour renforcer son action, l'État doit disposer de leviers administratifs et législatifs adaptés aux enjeux d'aujourd'hui.

Le gouvernement entend adopter de meilleures pratiques en matière d'architecture et d'aménagement et soutenir le milieu municipal à cet égard afin que soient légués aux prochaines générations des milieux de vie de qualité.

5- Autres options

La Politique vise à léguer des milieux de vie de qualité, à contribuer au mieux-être des citoyennes et des citoyens et à assurer la cohérence des actions de l'État dans un souci d'exemplarité.

Elle a été élaborée à la suite d'un vaste exercice de consultation, présenté à la section 7 du présent mémoire, de manière à susciter l'adhésion des principaux acteurs interpellés par les problématiques associées à l'architecture et à l'aménagement du territoire. Le milieu municipal et la société civile, des experts, la population en général de même que les Premières Nations et les Inuits y ont activement participé.

Les travaux menés ont permis de soulever plusieurs enjeux qui démontrent l'importance d'opérer un changement de culture et de revoir les manières de faire en architecture, en urbanisme et en aménagement du territoire au Québec, et ce, au bénéfice des générations actuelles et futures.

Seule l'adoption de la Politique a été envisagée. Cette dernière répond à l'engagement pris par le premier ministre lors du discours d'inauguration en octobre 2021, lorsqu'il a annoncé que le gouvernement présenterait une politique d'architecture et d'aménagement du territoire.

Par ailleurs, en ce qui a trait au contenu de la Politique, diverses options ont été analysées, notamment d’y intégrer des axes portant sur la fiscalité et sur la ruralité, comme le présentait le document de consultation « Pour des milieux de vie de qualité, attrayants et en santé, Vers une stratégie nationale d’urbanisme et d’aménagement des territoires ». En ce qui concerne la fiscalité, les consultations ont démontré qu’il n’y a pas de consensus sur les liens entre la prédominance de la taxe foncière dans l’assiette fiscale des municipalités et les enjeux de croissance urbaine. En effet, bien que plusieurs acteurs du milieu municipal réclament une révision de la fiscalité municipale, des membres du comité d’experts mis en place dans le cadre du volet de l’aménagement du territoire ont nuancé ces liens de causalité. Le gouvernement souhaite donc poursuivre les analyses à ce sujet afin de baser ses prochaines actions sur des données solides.

Quant au contenu de l’axe sur la ruralité, qui portait sur des enjeux principalement présents hors des grands centres urbains, il a plutôt été intégré aux quatre axes de la Politique en raison de sa transversalité ainsi que pour donner suite aux commentaires exprimés lors des consultations.

6- Évaluation intégrée des incidences

La Politique propose un changement de paradigme en architecture et en aménagement du territoire dont les effets seront perceptibles à moyen et à long termes. L’intention du gouvernement vise à assurer la cohérence des actions futures.

Si la Politique indique le sens à donner aux décisions pour les années à venir, ce sont les mesures qui seront inscrites au plan de mise en œuvre, qui sera proposé à l’hiver 2023, qui auront un impact significatif sur les différentes clientèles en matière de gouvernance ainsi que sur les dimensions économiques, sociales, environnementales, culturelles, architecturales et territoriales.

Ayant pour objectif l’amélioration de la qualité architecturale, la Politique est élaborée pour appuyer, résoudre et répondre aux besoins, enjeux et obstacles des ministères et organismes. Elle sera un levier en appui aux missions et aux actions des divers acteurs en architecture, en urbanisme et en aménagement du territoire. La portée des changements induits par la Politique débutera dès son lancement, mais s’opérera sur plusieurs années, voire quelques décennies. Les ministères et organismes seront appelés à participer à la mise en œuvre des mesures. Des indicateurs de suivi seront élaborés afin de mesurer l’efficacité des mesures envisagées en matière de résultats et d’efficacité.

7- Consultation entre les ministères et avec d’autres parties prenantes

Dans le cadre des travaux d’élaboration de la Politique, des réflexions en architecture ont été amorcées et une grande conversation en aménagement du territoire a été menée afin d’alimenter la réflexion.

Pour le volet architecture, le MCC a bénéficié des réflexions menées par le milieu, notamment par l’OAQ, qui a réalisé une tournée de conversations publiques dans 13 grandes villes du Québec en 2018.

Ces travaux ont été appuyés par un comité d'experts formé de spécialistes issus des milieux professionnel, universitaire et municipal, ainsi que d'organismes à but non lucratif dans les domaines du patrimoine et de la participation publique et faisant la promotion de l'accessibilité universelle. Les ministères et organismes² gouvernementaux concernés par l'architecture ont pris part à cette démarche.

Pour le volet de l'aménagement du territoire, de nombreux experts et acteurs des milieux gouvernemental, municipal, associatif et universitaire de même que des membres de la société civile ont multiplié les échanges à l'occasion de rencontres de comités, de séminaires de réflexion et de laboratoires d'innovation publique afin de s'exprimer tant sur les enjeux prioritaires que sur les pistes d'action porteuses. Au sein du gouvernement, 23 ministères et organismes³ concernés par l'aménagement du territoire ont pris part à la réflexion.

Deux comités ont été mandatés afin de conseiller le gouvernement et de formuler des recommandations :

- Un comité consultatif, composé de 18 acteurs clés du milieu municipal et de la société civile;
- Un comité d'experts, regroupant scientifiques, chercheurs du milieu universitaire ou personnes détenant une expertise particulière.

Le MAMH a également multiplié les canaux de communication et les possibilités d'échanges pour entendre la population, les groupes de la société civile ainsi que les élus du milieu municipal. Au total, près de 4 500 personnes ont participé aux différentes activités organisées par le MAMH. Un document de consultation ainsi qu'un bilan des consultations sont publiés sur le site Web de la Politique.

Dix-sept rencontres régionales, tenues en juin et en août 2021, ont permis à 150 représentants du milieu municipal, à 118 organismes régionaux ainsi qu'aux députés de l'Assemblée nationale de prendre la parole au sujet de la vision du gouvernement en matière d'aménagement du territoire. Au printemps et à l'été 2021, 72 organismes ont participé à des laboratoires d'innovation publique et à des rencontres de consultation.

En août et en septembre 2021, la population a été invitée à exprimer son opinion par le biais d'une consultation Web. Près de 3 800 personnes y ont participé et près de 100 mémoires ont été transmis au MAMH.

² Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; ministère de l'Économie et de l'Innovation; ministère de l'Éducation; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Transition énergétique Québec); ministère de l'Enseignement supérieur; ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; ministère de la Famille; ministère de la Justice; ministère de la Santé et des Services sociaux; ministère de la Sécurité publique; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation; ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; ministère des Transports; ministère du Tourisme; Commission de la capitale nationale du Québec; Hydro Québec; Office des personnes handicapées du Québec; Régie du bâtiment du Québec; Société des établissements de plein air du Québec; Société d'habitation du Québec; Transition énergétique Québec; Société québécoise des infrastructures.

³ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; ministère de la Famille; ministère de la Santé et des Services sociaux; ministère de la Sécurité publique; ministère de l'Économie et de l'Innovation; ministère de l'Éducation; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; ministère des Finances; ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; ministère des Transports; ministère du Conseil exécutif; ministère du Tourisme; Commission de la capitale nationale du Québec; Hydro-Québec; Office des personnes handicapées du Québec; Régie du bâtiment du Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Secrétariat du Conseil du trésor; Société d'habitation du Québec; Société du Plan Nord; Société québécoise des infrastructures.

Par ailleurs, une démarche spécifique de consultation auprès des représentantes et représentants des Premières Nations et des Inuits ainsi qu'auprès d'organisations travaillant en étroite collaboration avec eux a été initiée pour entendre leurs préoccupations et leurs attentes à l'égard de l'aménagement du territoire.

8- Mise en œuvre, suivi et évaluation

Un plan de mise en œuvre de la Politique serait déposé à l'hiver 2023. Ce plan présenterait les mesures phares que le gouvernement mettrait de l'avant dans les prochaines années afin de revoir le cadre en matière d'architecture et d'aménagement du territoire. La mise en œuvre de la Politique pourrait notamment permettre de :

- Moderniser les pratiques et optimiser les outils de planification et d'urbanisme en procédant au dépôt d'un projet de loi modifiant la LAU et d'autres lois le cas échéant;
- Analyser les ajustements à apporter au cadre légal et réglementaire en lien avec l'architecture;
- Instaurer un système de monitoring en aménagement du territoire;
- Renouveler certaines orientations gouvernementales en aménagement du territoire;
- Harmoniser et faire évoluer les pratiques en misant sur la qualité architecturale et en instaurant les principes directeurs de la qualité architecturale et les conditions favorisant une architecture de qualité;
- Mettre en place une structure de gouvernance en matière d'architecture qui conseille le gouvernement, guide l'État et le milieu municipal autour d'une vision commune contribuant au rayonnement et à la promotion de l'architecture québécoise ici et à l'international;
- Appuyer rigoureusement la prise de décision en développant la connaissance;
- Prévoir des actions concrètes pour appuyer l'émergence de pratiques innovantes;
- Soutenir les instances municipales pour qu'elles disposent de l'expertise suffisante et acquièrent les connaissances et les outils nécessaires pour remplir pleinement leur rôle;
- Mettre en place une communauté de pratique au sein de l'État afin de fédérer l'expertise en matière de qualité architecturale;
- Développer une culture de la qualité architecturale auprès de la population et des acteurs.

Afin d'assurer l'adhésion de ses partenaires à l'atteinte concrète de ses objectifs, le plan de mise en œuvre comprendra une démarche exhaustive de consultation et de concertation avec les élus municipaux et les acteurs associatifs sur le terrain dans toutes les régions du Québec.

Le gouvernement veillera au suivi de la mise en œuvre de la Politique. À cet effet, un comité directeur serait responsable de l'avancement des travaux et de la mise en œuvre des mesures. Celui-ci serait formé de sous-ministres adjoints du MAMH, du MCC et des autres ministères et organismes concernés par les mesures. Il assurerait également les liens avec le comité consultatif.

Le comité consultatif mis sur pied dans le cadre des travaux d'élaboration de la Politique et dont le mandat était de conseiller le gouvernement serait maintenu. Il veillerait à conseiller le gouvernement dans l'élaboration des mesures et pourra être impliqué dans la réalisation

de certaines d'entre elles. Par exemple, il pourrait contribuer à déterminer les priorités en matière de développement de la connaissance et participer à la détermination des indicateurs et des cibles inhérents au système de monitoring.

Le suivi de la Politique sera réalisé par le MAMH et le MCC et des informations à cet effet seront diffusées sur le site Web de la Politique. Un bilan serait présenté une fois par année au comité consultatif.

9- Implications financières

La publication de la Politique ne requiert pas de budget additionnel. Les implications financières seront précisées dans le cadre du plan de mise en œuvre dont le dépôt est prévu à l'hiver 2023.

10- Analyse comparative

Dans le cadre des travaux de la Politique, une analyse des politiques et systèmes de gouvernance en architecture et en aménagement du territoire existants dans plusieurs États a été réalisée.

En matière d'architecture, sur le plan international, le *World Green Building Council*⁴ confirme que l'architecture durable exerce un rôle crucial dans l'atteinte de plusieurs des 17 objectifs adoptés par l'Organisation des Nations Unies. D'ailleurs, plus de 35 États du monde ont fait de la qualité architecturale des orientations et des objectifs qui guident leurs interventions depuis les années 1990, sans compter le Conseil de l'Europe et les nombreuses villes qui ont également emboîté le pas dans cette voie. Plusieurs en sont même à leur deuxième voire troisième renouvellement. Ces documents d'orientations établissent que :

- L'architecture, au sens de cadre bâti, constitue un élément fondamental de la culture;
- Par son omniprésence, l'architecture influe sur la qualité de vie des citoyennes et des citoyens;
- Les citoyennes et les citoyens ont le droit de vivre dans un environnement de qualité;
- Par conséquent, l'État doit assurer certains standards, en accord avec les besoins de sa population;
- En retour, l'architecture en tant qu'activité économique, mais aussi en tant que produit culturel, contribue à l'attractivité et donc à la prospérité d'un État.

Certaines juridictions ont adopté des lois en architecture, notamment la France qui a été précurseur à ce chapitre avec l'adoption, en 1977, d'une loi reconnaissant que l'architecture est d'intérêt public. Certaines ont également instauré des organisations qui accompagnent, guident et conseillent leur gouvernement en matière de qualité du cadre bâti, du design et de l'architecture. C'est le cas entre autres de l'Australie, des Pays-Bas, de la Norvège, de l'Allemagne, de la Belgique et de la Suède.

⁴ [Green building & the Sustainable Development Goals](#) | World Green Building Council (worldgbc.org)

En Europe, la qualité architecturale est une préoccupation de longue date. En 2001, le Conseil de l'Union européenne adoptait une résolution sur la qualité architecturale dans l'environnement urbain et rural⁵, qui invite les États membres à intégrer la qualité architecturale dans leurs décisions et leurs actions. En 2008, le Conseil réaffirme les effets positifs de la qualité architecturale en adoptant ses conclusions relatives à l'architecture⁶.

Plus récemment, les ministres européens de la Culture ont adopté la Déclaration de Davos 2018 « Vers une culture du bâti de qualité pour l'Europe⁷ ». Par cette déclaration, les États européens s'engagent à instaurer les conditions nécessaires à une culture du bâti de qualité du point de vue politique et stratégique. Cette déclaration invite également la communauté internationale à rejoindre ce mouvement et plusieurs États y ont adhéré par la suite.

La nouvelle Charte de Leipzig⁸ sur la ville européenne durable, adoptée en 2020, s'inscrit dans les suites de celle de 2007⁹. Cette dernière soulignait déjà l'importance de la culture architecturale et d'une approche intégrée dans le processus de développement urbain, comprenant les dimensions économique, sociale, écologique et culturelle des villes. Cette approche s'appuyait sur la coopération entre les différents niveaux de responsabilité administrative et politique ainsi qu'entre les acteurs publics et privés. Faisant suite à la Déclaration de Davos 2018, la nouvelle charte de Leipzig affirme qu'une planification et un design urbains de qualité nécessitent une compréhension holistique d'une culture du bâti de qualité.

⁵ Résolution du Conseil du 12 février 2001 sur la qualité architecturale dans l'environnement urbain et rural, *Journal officiel* n° C 073 du 06/03/2001 p. 0006 – 0007, [EUR-Lex - 32001G0306\(03\) - EN - EUR-Lex \(europa.eu\)](#)

⁶ Conclusions du Conseil relatives à l'architecture : contribution de la culture au développement durable, *Journal officiel de l'Union européenne*, 2008/C 319/0515, [C_2008319FR.01001301.xml \(europa.eu\)](#)

⁷ [Déclaration de Davos 2018 - Davos Declaration 2018](#)

⁸ [New Leipzig Charter- The transformative power of cities for the common good](#) - Regional Policy - European Commission (europa.eu)

⁹ [Charte de Leipzig sur la ville européenne durable](#). - Temis - Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer (developpement-durable.gouv.fr)

En aménagement du territoire, certaines juridictions ont prévu dans leur cadre légal une obligation de produire une stratégie ou une politique visant l'aménagement de leur territoire. Elles prévoient également une obligation périodique de révision de ce document, généralement après une période de cinq ou six ans. D'autres ont adopté des politiques ou stratégies sans toutefois que cela soit prévu dans une loi.

En Ontario, la Déclaration de principes provinciale¹⁰, prévue par la *Loi sur l'aménagement du territoire*, fournit des directives en aménagement du territoire relativement à des questions d'intérêt provincial. Celles-ci doivent trouver application dans les planifications locales. L'adoption de la Déclaration doit être précédée de consultations publiques et celle-ci doit être révisée tous les dix ans.

En Alberta, le *Land-use Framework*¹¹, qui fait l'objet de consultations publiques, vise à soutenir la croissance économique en respect des objectifs environnementaux et sociaux, le tout dans une perspective de responsabilité intergénérationnelle. Il est formé de sept stratégies pour améliorer la prise de décision en aménagement du territoire et est complété par des politiques sectorielles (air, eau et climat).

En Écosse, le *National Planning Framework*¹², soit la vision d'aménagement du territoire écossais selon un horizon de planification de 20 à 30 ans, est une exigence de la loi et doit être déposé devant le Parlement. Cinq années après sa publication, il doit être révisé. Le document fait état des enjeux et identifie les projets de développement d'importance nationale. Les planifications locales doivent nécessairement tenir compte de celui-ci.

En Australie-Occidentale, la *State Planning Strategy 2050*¹³ est une réponse du gouvernement aux enjeux observés sur le territoire. La Stratégie est le document de planification qui chapeaute tout le système d'aménagement du territoire. Prévues par la loi, elle doit être révisée tous les cinq ans.

En Suisse, le Projet de territoire Suisse¹⁴, élaboré à la suite de consultations publiques, propose une vision d'avenir et des stratégies élaborées dans l'optique d'un développement territorial durable. Il est fondé sur les principes du développement durable, notamment la responsabilité intergénérationnelle, et vise à améliorer la qualité de vie, la diversité et l'attractivité de la Suisse, en plus de créer des conditions économiques favorables et de stimuler la solidarité entre les régions.

¹⁰ Ministère des Affaires municipales et du Logement, 2020. Déclaration de principes provinciale, 60 p. En ligne : <https://www.ontario.ca/fr/page/declaration-de-principes-provinciale-de-2020>

¹¹ Government of Alberta, 2008. Land-use Framework, 54 p.

En ligne : <https://www.landuse.alberta.ca/PlanforAlberta/LanduseFramework/Pages/default.aspx>

¹² Scottish Government, 2014. Ambition, Opportunity, Place. Scotland's Third National Planning Framework, 82 p.

En ligne : <https://www.gov.scot/publications/national-planning-framework-3/>

¹³ Western Australian Planning Commission, 2014. State Planning Strategy 2050. Planning for sustained growth and prosperity, 131 p.

En ligne : <https://www.dplh.wa.gov.au/projects-and-initiatives/planning-for-the-future/state-planning-strategy-2050>

¹⁴ Conseil fédéral suisse, CdC, DTAP, UVS et ACS, 2012. Projet de territoire Suisse, Version remaniée, 102 p.

En ligne : <https://www.are.admin.ch/are/fr/home/developpement-et-amenagement-du-territoire/strategie-et-planification/projet-de-territoire-suisse.html>

À l'instar de ce que prévoit la Politique, les stratégies et politiques étrangères d'architecture et d'aménagement du territoire comprennent, pour la très grande majorité, un énoncé de vision. Ces documents comprennent également des principes, des objectifs ainsi que des mesures de mise en œuvre. Certains proposent des mécanismes de suivi et des indicateurs permettant de suivre l'évolution de la mise en œuvre des mesures. Les thèmes abordés dans ces documents rejoignent de façon générale ceux de la Politique (gouvernance, milieux de vie, croissance urbaine, ruralité, qualité architecturale, développement durable, lutte contre les changements climatiques et patrimoine architectural). Le contenu de certaines stratégies ou politiques concerne également les réalités autochtones.

La ministre des Affaires municipales
et de l'Habitation,

ANDRÉE LAFOREST

La ministre de la Culture
et des Communications,

NATHALIE ROY